

Front unique contre l'état d'urgence en Algérie

L'ÉTAT d'urgence a pris effet en Algérie. Déjà plusieurs centaines de personnes ont été frappées d'interdiction de séjour, chassées de leur domicile et acheminées dans d'autres localités situées généralement dans le sud où leur présence est considérée avec défaveur par les autorités locales. De fil en aiguille, on s'acheminera de la sorte vers la constitution de camps de concentration.

Une censure de fait a été établie pour la presse. La zone soumise à « l'état d'urgence » s'élargit de jour en jour. Cependant, les partisans algériens multiplient les embuscades couronnées de succès le plus souvent. Ils font prisonnières des patrouilles entières, s'emparent de convois d'armes et de ravitaillement.

Les colons se sentent de moins en moins en sécurité, craignent pour leurs récoltes à venir et taxent les pouvoirs publics d'incapacité. Des circulaires ont été diffusées parmi les maires et les colons du Constantinois et du département d'Alger appelant à l'organisation de milices privées et donnant des consignes précises à cet effet. L'idée serait de charger les municipalités du recrutement de ces gardes ainsi que de leur paiement. Le gouverneur général Soustelle tout en s'élevant contre les « groupes privés » n'en accorde pas moins satisfaction aux colons en prévoyant le recr-

tement de gardes municipaux qui seront en fait à la disposition des grands propriétaires du crû.

Le même M. Soustelle avait garanti la sincérité des élections qui viennent d'avoir lieu. On sait ce qu'il en a été. La fraude, pour avoir été plus discrète et employée à une échelle plus réduite a fonctionné comme par le passé. Les urnes miraculeuses ont encore parlé donnant des centaines de voix aux candidats administratifs là où toute la population sait que seuls quelques dizaines d'électeurs ont voté. A

par **R. LEBLOND**

défaut d'électeurs on arrondit les chiffres des procès-verbaux. André Blanchet qui ne peut certes être classé parmi les anti-colonialistes fournit dans « Le Monde » un témoignage irrecusable. Le nombre des votants variait entre 10 % et 20 % dans les bureaux qu'il visita. A Arris-Ville il y eut 114 votants pour 1.700 électeurs inscrits. A Toufand des témoins virent 4 électeurs passer devant les urnes alors qu'on y attribua 297 voix au candidat de l'administration.

A. Blanchet se voit contraint d'avouer finalement que la population Chaouia éprouve une admiration certaine pour les hors-la-loi et que « ces éléments continuent chaque jour à gagner le maquis ».

Ce n'est certes pas la répression renforcée et le truquage d'élections, qui sont devenus une sinistre farce, qui sont susceptibles d'enrayer ce mouvement.

On ne peut que regretter que dans une semblable situation, la direction de la C.G.T. et du P.C.F., tout en parlant d'une nécessaire solidarité avec le peuple algérien se refuse à l'organisation d'une véritable action unie avec les représentants qualifiés du mouvement national algérien par ailleurs traqués et pourchassés par l'impérialisme. Un comité national d'aide et de soutien du peuple algérien englobant toutes les grandes organisations ouvrières françaises aurait dû voir le jour depuis longtemps. Il est l'élément indispensable pour l'organisation d'une vaste action de masse :

- contre la répression et l'état d'urgence ;
- contre l'interdiction du M.T.L.D. ;
- pour la libération des emprisonnés et la liberté de mouvement de Messali Hadj.
- pour le droit du peuple algérien de disposer librement de son sort.

LE SUD-VIETNAM NE SE RELEVERA PAS DU CHAOS

C'EST peu dire que d'affirmer que le chaos continue de régner au Sud-Viet-Nam. La guerre civile y a pris une ampleur considérable et il faudrait peu de choses pour qu'elle se transforme en bataille générale avec intervention du corps expéditionnaire. L'enchevêtrement des forces les plus diverses ne donne pas une apparence de simplicité à ce conflit multilatéral.

Il est finalement bien apparu que ce qui se joue dans le fond c'est une épreuve de force entre Paris et Washington. L'état-major français y fait jouer ses relations plus nombreuses dans le personnel politico-militaire de la bourgeoisie vietnamienne, sa connaissance plus intime des choses et des gens alors que les Etats-Unis n'ont qu'un seul atout, mais de taille : la puissance attractive du roi-dollar.

Dulles et Edgar Faure devront s'attabler dans quelques jours pour essayer d'en sortir. Il n'est pas besoin d'être prophète pour prédire qu'au point où en sont les choses, il n'y a plus de rétablissement sérieux possible à l'approche des élections prévues pour juillet 1956. Dans deux mois les deux gouvernements du Nord et du Sud doivent se rencontrer pour jeter les bases de la consultation électorale. Le Sud aborde cette épreuve dans des conditions bien singulières, en vérité.

Les divisions et luttes intestines de sectes et cliques multiples n'ont pas plus de chances de s'aplanir que le différend qui oppose l'impérialisme français au State Department et au Pentagone. Le Sud-Vietnam ne sortira pas du chaos et de la guerre civile ; le sort en est jeté.

Le plus remarquable dans tous ces événements tragi-comiques, c'est certainement l'absence de la participation des masses dans tout ce remue-ménage. Les masses sont restées strictement à l'écart des conflits et des combats sanglants qui se sont déroulés en pleine capitale dans les quartiers les plus populaires. C'est elles qui ont été finalement les victimes et qui ont encore payé le plus grand tribut. Elles se sentent aussi étrangères vis-à-vis d'un clan que de l'autre. Elles ont un égal mépris pour toutes les cliques. Son comportement ne peut être compris autrement.

Le Viet-Nam « libre » a perdu sans aucun doute, au cours des dernières semaines, un peu plus de ses chances de survivre.

C'est la principale conclusion que l'on peut tirer pour l'instant et ce n'est pas tellement mauvais pour la révolution vietnamienne.

L'« Autonomie Interne » réduite à sa plus simple expression

UN « protocole d'accord » conclut dans les dernières heures avant le Ramadan a sauvé provisoirement les négociations franco-tunisiennes de l'impasse. La délégation tunisienne est allée très loin dans la voie des concessions, ne voulant visiblement pas endosser la responsabilité d'un échec.

L'autonomie interne se trouve réduite à fort peu de choses, autant dire qu'elle est presque inexistante. Sur le plan économique et financier la Tunisie demeure entièrement soumise à division des grands trusts et des banques françaises. L'impérialisme français a obtenu noir sur blanc des garanties stupéfiantes qui expliquent sans doute le soutien accordé au protocole par des organes aussi vigilants que « L'Aurore » et « Le Figaro ». C'est la législation française qui régira les placements de capitaux français et la formation de nouvelles sociétés. Une union douanière garantira le maintien du marché tunisien comme chasse gardée pour l'industrie française. Les transferts financiers et les investissements de capitaux étrangers en Tunisie seront soumis à une autorisation préalable des organismes français. L'office des changes sera entièrement soustrait aux autorités tunisiennes. Le gouvernement tunisien s'engage à ne porter atteinte sous aucune façon, dans le cas d'éventuelles réformes, à la propriété des Français.

On peut se demander en quoi réside l'auto-

nomie interne quand la police est destinée à rester aux mains des français pendant 12 ans encore. Pendant les 2 premières années c'est le statu quo complet. Ensuite, pendant 10 ans, il y aura un ministre tunisien chargé des services de la police, mais le directeur général et les chefs des principaux services seront obligatoirement des français.

Sans pousser plus loin l'examen de ces accords qui n'ont pas encore vu le jour, il est facile de constater que l'exploitation coloniale du peuple tunisien va demeurer ce qu'elle est et qu'aucun de ses grands maux ne sera aplani. Les rapports colonialistes, racistes impréneront comme par le passé la vie du pays.

A voir la réaction des gros colons de Tunisie qui partent ouvertement en guerre contre le gouvernement français et se livrent à des manifestations provocatrices, on peut augurer ce que sera l'application de ces accords peu satisfaisants.

Nous ne croyons pas à l'amendement, à la réforme du colonialisme, et ce, pour des raisons très profondes. Nous ne croyons pas que les accords en préparation promettent la Tunisie à une évolution graduelle et harmonieuse. Nous restons convaincus que l'heure de l'épreuve des forces approche en Tunisie et qu'il ne restera pas grand-chose debout de toutes les constructions diplomatiques laborieusement échafaudées.

SOUSCRIVEZ pour la

VÉRITÉ DES TRAVAILLEURS

C. C. P. PARIS 6965-68